



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2017
Français
Original : français

Commission du développement social

Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous

Déclaration présentée par RESO-Femmes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Stratégie d'intégration des jeunes formateurs et des leaders féminins pour lutter efficacement contre la pauvreté structurelle des plus vulnérables et atteindre un développement durable en 2030.

RESO-FEMMES – Réseau d'Engagement et de Soutien aux Organisations de Femmes

RESO-Femmes, est spécialisée sur l'empowerment social et politique de leaders. Elle contribue à l'avancée des leaders féminins du sud et à une réflexion aux réformes attendues par le système des Nations Unies.

Par ses actions et sa capacité de réflexion sur les événements politiques et crises sociales, elle pérennise ses programmes et apporte une contribution substantielle à la pacification des sociétés et aux politiques en faveur de la participation des femmes. Pour cela, elle produit des programmes/projets innovants qui donnent cohérence et pérennité aux structures de base, favorisent leur autonomie et extension régionale et nationale et transnationale.

En parallèle l'ONG travaille sur un programme de recherche qui expertise les objectifs de développement durable 2030 et les outillent en vue d'une extension planétaire. Travaillant par échelles elle se spécialise sur la formation politique de leaders mais c'est surtout par l'intégration de groupes de diverses générations et le principe de la « formation des formateurs » – deux programmes complémentaires « Genre, Empowerment, Parité » au Mali et « Eau, Assainissement, Alimentation » au Burkina Faso – qu'elle opère. Des thèmes transversaux qui s'inscrivent dans les stratégies internationales pour éradiquer la pauvreté et priorisent un développement durable pour tous ; autant pour les femmes, les jeunes que e les populations isolées.

Plus récemment elle a initié un institut de formation de niveau européen qui centralise ses recherches tirés de ces deux programmes en se spécialisant sur l'intégration des jeunes et préconise un programme de recherche à la fois interdisciplinaire et multidimensionnel qui priorise l'investissement et des collaborations diverses autour de ses différents thèmes que sont l'éducation, la multiplication des élues, la santé alimentaire, l'encadrement socio-économique, l'environnement et les luttes contre le changement climatique et surtout l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes. Des objectifs concrets et humains, ceci en les rendant indissociables des thèmes généraux liés aux droits des femmes, des jeunes, des personnes âgées, des autochtones, des personnes handicapées et d'autres groupes vulnérables et « minoritaires ».

Il s'avère néanmoins qu'une confusion se développe entre le travail des ONG engagées et impliquées dans la recherche-action, comme la nôtre qui s'est structurée par la recherche scientifique pour outiller et créer des modules spécifiques tirés des contextes et de quelques partenaires qui mettent en avant des thèmes tels « environnement et développement durable » en avant sans expertise réelle des milieux préexistants. Dans la réalité, ce sont des actions qui font collaborer des collectivités du Nord et du Sud, comme nous l'avons vu au Burkina Faso, en offrant certes un revenu minimal aux concernées mais qui dans la réalité pour celles mal préparées peuvent diviser et entraver le travail structurel de long terme des ONG et maladroitement les substituer. Les ONG ne sont pas concurrentielles mais complémentaires par leur implication et engagement.

La perspective de vouloir faire oublier le travail de leaders ambassadrices des droits de l'homme et leur rôle d'intermédiaires et de médiateurs, au profit de stratégies économiques et sectorielles particulières tend à faire voler en éclat les réseaux préexistants formés sur du long terme, ce qui crée des obstacles majeurs qui divisent

les groupes et déstructurent la question humaine et surtout les perspectives de leur autonomie, car ces actions n'ont souvent aucune connaissance anthropologique des milieux spécifiques politiques africains, de leur propre philosophie et culture préexistantes.

Certes si des infrastructures de base comme l'accès à l'eau et des mesures durables pour l'assainissement et l'environnement progressent grâce à la communauté internationale et l'effort des collectivités du Nord, la particularité africaine des réseaux préexistants et des familles est particulière. Elle s'est récemment encore plus fragilisée du fait que des rivalités se multiplient entre clans et familles dans un contexte d'insécurité grandissant lié à l'environnement précaire autant politique, social, économique, culturel que ceux liés aux changements climatiques.

Le plein emploi et les conditions de travail des femmes et des jeunes restent précaires ; le chômage des jeunes ne cesse d'augmenter et le développement durable et conditions de travail décent, loin d'être atteints bien que des avancées substantielles ont été acquises par les mesures internationales (raison souvent des volontés des jeunes de migrer vers l'occident et des femmes de prioriser les survies de leur famille au détriment de leur émancipation et autonomisation).

L'ONG RESO-Femmes, International grâce à la méthode anthropologique et interdisciplinaire et son ouverture à écouter et prendre en compte par la démarche « bottom up » les véritables besoins des concernés et concernées a pu démontrer qu'une gestion intégrative et transversale de l'ensemble des objectifs de développement et garante de leur durabilité est possible, à condition de ne pas oublier les plus vulnérables et ceux qui manquent encore d'infrastructures et de systèmes d'éducation viables sur du long terme comme nous l'avons vu autant au Mali qu'au Burkina Faso.

« La formation des formateurs » a fait ses preuves, elle donne lieu à des résultats probants et à un développement effectif, notamment en formant des leaders politiques et économiques de tous milieux et catégories sociales, y compris des parlementaires spécialistes de la parité qui s'intègrent facilement et qui, à leur tour, forment des bénéficiaires socio-économiques conscientisées aux problèmes environnementaux et climatiques.

Nos récents modules axés sur la sécurité, la prévention, anticipation et la résilience ont été créés pour remédier à ces problèmes et dans une perspective qui stimule la cohérence et les collaborations pluridimensionnelles et interdisciplinaires, à condition de passer aussi par l'expertise des ONG à vocation scientifique et capables d'expertises substantielles pour l'ensemble de la communauté internationale.

Les défis restent cependant nombreux puisqu'il nous faut nous adapter à des contextes changeants et des prédateurs qui divisent et ralentissent nos actions et rendent incertains l'emploi des femmes et des jeunes.

À travers ce plaidoyer nous voulons donc inciter la 56^e conférence dont le thème majeur est la question humaine de mettre fin à la pauvreté associée au développement durable, et surtout proposer quelques recommandations tirées de nos programmes et actions qui ne sont pas un mythe mais bien une réalité tirée des perspectives que nous corrigeons et améliorons à chaque étape et défis depuis plus de 15 ans pour aider à accomplir le plan de 2030.

Nous adhérons pleinement aux mesures adoptées de renforcer la protection sociale, la santé et l'éducation équitable par des groupes multiples mais au-delà d'actions collectives entreprises par la communauté internationale, ces mesures doivent passer par des leaders féminins locales émergents des régions et des transitions politiques, à égalité d'interlocuteurs, domaine de notre spécialisation.

Ces groupes travaillent en réseaux depuis un héritage des sociétés précoloniales et que nous formons depuis 2006, il nous faut par conséquent renforcer les financements structurels depuis leurs propositions concrètes que nous-mêmes évaluons comme étant primordiales et durables à travers nos approches et analyses des milieux et leurs propositions inédites.

Le second défi est celui que nous avons entrepris à travers notre institut et qui s'accompagne de développer des recommandations pointues destinées à faire travailler les femmes et les jeunes ensembles, en tant que piliers essentiels du développement en Afrique si nous voulons accélérer l'ensemble des objectifs et mieux cibler le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La troisième recommandation enfin est l'expertise que nous avons acquis sur l'égalité des sexes, en particulier en mettant fin à la stigmatisation des femmes analphabètes qui en Afrique sont de véritables puissances politiques garantes, aux côtés des plus jeunes alphabétisés et des nouvelles oratrices des débats, de la mise en œuvre du programme 2030 et 2063 pour l'Afrique.

Nous déclarons que les femmes et les jeunes leaders comme nous le démontrent nos analyses et approches, sont des piliers majeurs pour promouvoir l'intégration régionale et continentale en Afrique, stimuler les activités de transformations locales et de fait augmenter la valeur ajoutée des ressources naturelles. Favoriser l'essor des économies nationales et l'accroissement des revenus ne pourra se faire sans leurs initiatives et innovations spécifiques.

Nos outils et approches mieux soutenus sont garants de programmes inédits d'éducation, de formation professionnelle et d'emplois à une majorité autant dans les zones urbaines que rurales.

Cette longue expertise régionale et auprès des organisations internationales ethnographiées est devenue un pilier central pour évaluer l'efficacité des coordinations et des activités du système international engagé pour les femmes et les jeunes leaders africains et d'autres continents. Notre institut compte inclure les plus performants et orateurs dans nos délégations et mieux les représenter dans les débats de l'Assemblée générale, du conseil économique et social et de ses organes subsidiaires.

En guise de conclusion, je dirais que la voie à suivre est de préserver ces réseaux féminins préexistants et ne pas les dénaturer par « des mouvements » qui les contredisent ou peuvent précariser leur avancement, autonomie et surtout leur sécurité. Le fait du manque d'eau potable, de services d'assainissement et de sécurité alimentaire sont des priorités africaines que les leaders féminins déjà formés et reconnus par notre organisation connaissent plus que des intervenants extérieurs.

Il en va de l'avenir des générations et de celles des performances à atteindre pour appuyer l'Agenda 2063 de l'Union africaine et le programme du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique sur lequel nous nous sommes aussi spécialisés, intégré à l'agenda 2030 de la 56th Commission du développement social.